Aux côtés de Rushdie

dimanche 14 août 2022, par HARBI Mohammed (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 1990).

La campagne que les islamistes de tous bords ont mené contre Salman Rushdie, les menaces qu'ils font peser sur sa vie constituent un nouvel épisode de l'assujettissement forcé des intellectuels, et au-delà d'eux, de la société au pouvoir sacerdotal.

Informel dans ses manifestations, ce pouvoir est plus contraignant et arbitraire que celui, institutionnalisé, des Églises chrétiennes. Le minimiser en invoquant l'absence d'un clergé en islam, c'est occulter des faits lourds de conséquences : a) l'individu est en permanence sommé de se nier pour s'agréger au collectif ; b) la communauté est le lieu de l'unanimité d'où la contradiction est évacuée. Ce n'est donc pas un mystère, si du point de vue du niveau de conscience, les sociétés musulmanes sont d'une créativité inférieure à celle des individus qui les composent.

En quittant leur champ d'intervention naturel, les pays musulmans, les islamistes ont rencontré sur leur chemin, en Occident, des États attachés au principe de la souveraineté des nations, les leurs bien sûr, et des forces politiques et intellectuelles hostiles à tout terrorisme dans la pensée.

Cette campagne qui s'est retournée contre ses auteurs a donné de l'islam une image négative qui conforte tous les préjugés forgés au cours des siècles à son encontre. La responsabilité de cette dépréciation comme celle des soupçons dont peuvent être victimes les musulmans occidentaux, incombe aux islamistes.

Paradoxalement, il s'est trouvé des intellectuels « laïcs », prébendiers au service de la presse saoudienne, littérateurs en mal de reconnaissance, etc. pour crier à l'agression et jouer les consciences outragées. Libre à eux d'estimer que la solidarité mécanique est préférable aux incertitudes de la recherche de voies nouvelles dans la liberté, de choisir la communauté organique contre la société civile ; mais nous ne partageons pas leur émoi que nous considérons comme une cotisation payée d'avance pour se rapprocher des pouvoirs établis.

Nous sommes des milliers d'intellectuels, d'écrivains, d'artistes, d'opposants à avoir fui nos pays, les uns contraints, les autres en connaissance de cause parce que les pouvoirs en place ne nous ont laissé d'autre choix que le silence, ou la compromission et la vie dans la honte, le dédoublement de personnalité, la schizophrénie permanente.

Rushdie est l'un des nôtres. Exilé, le sentiment qu'il éprouvait dans sa société ne l'a pas quitté. La possibilité de manifester librement ses aspirations en Angleterre ne lui a pas fait oublier les siens, n'a pas anesthésié sa révolte.

Avec Rushdie, nous reconnaissons l'irrespect, le principe du plaisir, c'est-à-dire la liberté dans la culture et les arts, comme une source d'interrogations fructueuses sur notre passé et sur notre présent. Par ailleurs, la spécificité de l'imaginaire ne peut s'affirmer si la tradition est sacralisée, si la fascination d'un passé mythique n'est pas brisée.

Comme Rushdie, nous avons la conviction qu'il est illusoire de vouloir façonner le futur en se référant sans cesse aux « pieux ancêtres ». Ce passéisme tue toute curiosité et toute ouverture à

l'innovation. Les islamistes s'appuient sur un déni permanent des réalités : falsification de l'histoire, négation de l'écart entre les idées et les pratiques sociales, triomphalisme borné, etc. Le refus du réel se traduit dans les rapports avec les croyants par un endoctrinement qui vise à tuer toute possibilité de pensée personnelle. Au bout du compte, il n'y a de place que pour les idolâtres. Les funérailles de Khomeiny sont révélatrices à cet égard. Ne nous méprenons pas. Sans libre examen, il ne peut y avoir de libération des esprits. La faillite des systèmes éducatifs dans les pays musulmans est d'une clarté aveuglante. Ces systèmes générateurs d'enfermement et d'intolérance sont une source importante de retard. Dans les années 1970, le philosophe égyptien Abdurrahman Badawi notait qu' « un Renan musulman qui écrirait l'histoire des origines de l'islam ne serait pas toléré, en admettant qu'il trouve un éditeur ! »

Le mensonge et la censure règnent sur notre histoire au nom de l'ordre moral. Or là où le principe d'autorité règne sans partage, il n'y a de place ni pour la liberté ni pour le travail intellectuel. On pourrait invoquer contre nous les heures glorieuses de l'islam, les œuvres de lettrés et de savants de renom : Ibn Roch (Averroès), Ibn Sina (Avicenne), etc. Ce serait oublier que la culture dominante, celle des élites religieuses, la partie du patrimoine musulman qui ne peut prétendre, sans réserve sérieuse, à l'universalité, les rejette.

Les calomnies des islamistes contre les intellectuels laïcs qui ont pour objectif d'affirmer le caractère exemplaire et unique des islamistes déforment aux yeux de chacun et de tous le sens de laïcité. Soyons clairs. Nous ne sommes pas contre la croyance et les pratiques religieuses. Nous ne pensons pas non plus que la connaissance objective suffise à combler la vie des êtres, mais nous rejetons toute confusion entre le politique et le religieux et nous estimons que les tentatives de théologie rationnelle, celle du Cheikh Ali Abderrazik par exemple, peut permettre de cultiver progressivement dans le peuple l'esprit démocratique. Mais nous refusons quant à nous, de nous situer sur le terrain de la religion. L'expérience de nos devanciers est concluante. L'opposition à l'intérieur de l'islam est par nature indirecte : elle ne bénéficie qu'aux hommes de religion.

Nous sommes pour un monde qui n'exclut aucun affrontement entre des thèses divergentes et nous faisons nôtres les droits de l'homme. En leur nom, nous avons mené la bataille contre la domination occidentale et nous continuerons à la mener contre toutes les forces qui veulent les instrumentaliser et s'en servir à leur seul profit. Cela étant, comment admettre que l'islam serve dans nos sociétés à justifier l'exploitation économique, le patriarcat et l'infériorité des femmes, la supériorité des musulmans sur les non-musulmans ? Et qu'on ne nous oppose pas la thèse essentialiste selon laquelle l'islam est à la fois religion et pouvoir. Elle est de la même nature qui légitimait, en Occident, le refus de la modernité et des espaces démocratiques. Toute religion, dans ce qui est son essence, peut s'adapter à la conjoncture en séparant l'esprit du dogme. Les révisions qui ont été faites pour proclamer l'illégalité de l'esclavage dans les pays musulmans peuvent aussi intervenir dans d'autres domaines.

L'histoire de la civilisation musulmane nous montre comment se pose au plan concret et non au plan symbolique le rapport du politique et du religieux. En apparence, le religieux domine le politique et lui impose sa légitimité et la forme de son exercice. En réalité, le pouvoir politique identifie le religieux à sa propre nature et à son propre intérêt et s'en nourrit. Tel gouvernement accordera la primauté aux forces séculières, tel autre, aux élites religieuses, mais il se sert toujours de la religion et s'attaque chaque fois à ceux qu'il désigne comme les ennemis de son pouvoir et qu'il décrète, de ce seul fait, éloignés du « véritable islam ». Cette oscillation demeurera la règle tant que la liberté, sous toutes ses formes, reste absente des sociétés musulmanes. Il est temps de briser ce cercle vicieux. L'affaire Rushdie nous y invite.

Les intellectuels laïcs existeront en tant que tels lorsqu'ils se constitueront en force autonome ayant une fonction morale et critique à l'égard de leurs propres sociétés et prendront le risque d'assurer

jusqu’au bout cette tâche. En dehors de ce choix, il n’y a que des intellectuels de cour ou des intellectuels muets… et la reproduction du rapport traditionnel savoir-pouvoir.

Mohammed Harbi

P.-S.

• Le site de Nedjib Sidi Moussa. 12/11/2018 :
https://sinedjib.com/index.php/2018/11/12/rushdie/

• Article de Mohammed Harbi paru dans Les Cahiers d’Article 31, n° 1, premier trimestre 1990, p. 93-95.